



UNION REGIONALE DES MARCHÉS GRAND SUD

Scmpvl (84) / Scmfmp (13) / ScmfVar (83) / Udcns05 (05/04)

COMMUNIQUE

CEs derniers jours, nous avons pu voir émerger de multiples pourfendeurs de la grande distribution et de la distorsion de concurrence que subissent nos commerces indépendants !

Il est tentant de se réjouir d'une telle ardeur à dénoncer la disparité de traitement entre les différentes formes de commerces.

Lors du 1^{er} confinement notre forme de distribution n'était pas jugée nécessaire. Avec ce reconfinement, certes, il y a une avancée pour nos commerces alimentaires dont on reconnaît à présent la nécessité.

Mais peut-on se satisfaire des dernières annonces de fermeture d'une partie des rayons "non-essentiels" des grandes surfaces parmi lesquels le textile, fleurs, arts et décoration...

Faut-il se satisfaire des aides annoncées quand le besoin et la nécessité pour la survie de nos commerces indépendants serait le maintien d'une activité dans le strict respect des mesures sanitaires ?

Un simple clic, quelques mots dont on abreuve les réseaux sociaux suffisent pour s'afficher en porte-parole d'une cause au moment opportun. Cela nous permet aussi de communiquer, d'affirmer notre existence. Le "buz" généré, le nombre de "j'aime", le nombre de partage etc. étant visiblement aujourd'hui les seuls "outils" d'évaluation de la pertinence d'une action, d'un propos.

Il faut battre le fer tant qu'il est chaud et réagir dans l'émotion, l'analyse passe au second plan. Il faut occuper le terrain sur le plan politique pour certains, justifier sa légitimité de représentant d'une corporation ou d'une autre etc. bref, il ne faut pas laisser l'espace vide.

Plus sérieusement, en tant que responsable syndical, vais-je envoyer nos commerçants non sédentaires et les encourager à déballer dans les villes où les Maires ont pris des arrêtés d'ores et déjà jugés illégaux ? La réponse est-elle là ? Ai-je le droit et est-ce responsable d'avoir une réponse émotionnelle et non pas cohérente et raisonnée ?

Et à moins d'être amnésiques, durant toutes ces années, élus, politiques, syndicats patronaux, ccis... n'ont-ils pas accompagné la voracité de la distribution industrielle ? La révision de la taxe TACA (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat) en TASCOM, l'augmentation du seuil d'assujettissement à la CDAC (La commission départementale d'aménagement commercial) à 1 000 m² de surface de vente en création ou extension ?

Certains qui s'offusquent à présent de cette disparité de traitement ont peut-être un jour bénéficié des anciens fonds "FISAC" (Fonds d'intervention pour les Services, l'artisanat et le Commerce).

Des Fonds dont le commerce non sédentaire n'a quasiment jamais bénéficié. Le commerce non sédentaire qui est toujours mis de côté, ne parlons pas non plus du plan "Action coeur de ville" qui n'a pas non plus intégré notre forme de commerce à la réflexion collective.



UNION REGIONALE DES MARCHES GRAND SUD

Scmpvl (84) / Scmfmp (13) / ScmfVar (83) / Udcns05 (05/04)

Qui a ensuite accompagné les ouvertures de la distribution industrielle le dimanche, exceptionnellement, puis de façon quasi systématique. Sans oublier l'élargissement sans fin de leurs faisceaux horaires parfois de 7h à 21h, 22h, 23h et bientôt 24h/24h...?

Qui a favorisé la réimplantation en coeur de ville de la distribution industrielles qui s'est réinventée comme **LE commerce de proximité sous diverses déclinaisons: simply, proxi, city, contact etc.?**

Qui a lutté contre le développement et la concurrence déloyale des activités paracommerciales comme les vide-greniers, marchés aux puces, marchés privés etc?

Qui a mis en oeuvre des actions concrètes contre les ventes au déballage détournées. 2 mois consécutifs à la base, qui sont devenus) pour devenir 1 jour par semaine soit près de 6 mois de l'année?

Qui a prôné le développement des plateformes de distribution avec la vente directe au détriment des circuits et réseaux traditionnels d'approvisionnement? Or, si on prône ce développement ces plateformes doivent être assujetties aux mêmes taxes.

Il est important de reconnaître en revanche les élus qui ont pris des positions claires pour le maintien des petits commerces dans les villes et villages, lors du 1^{er} confinement et à nouveau aujourd'hui. Ils ont soutenu leurs commerces sédentaires et non sédentaires en leur offrant une visibilité via leur site Internet et/ou en développant des plateformes intégrant sans distinction ces 2 formes de commerces indépendants.

Mais aujourd'hui, quelle évaluation réelle des risques a permis de déterminer que les espaces de vente en extérieur comme les marchés, ou les petits commerces indépendants des villes et villages étaient des vecteurs de contamination plus importants que la distribution industrielle ?

Certains parmi nos commerçants non sédentaires ont la capacité de se replier sur la vente en ligne ou la livraison mais le "click and collect" n'est pas à la portée du plus grand nombre à moins que des plateformes dédiées aux petits commerces ne soient aussi étudiées pour les cadeaux de fin d'année...

Mais il faut plus qu'un sursaut, un réveil général des citoyens pour consommer chez leurs commerces indépendants qu'ils soient sédentaires ou non sédentaires car c'est un véritable enjeu de société qui nous engage dès à présent pour demain.

*Dominique DAMIANO
Président de L'URMGS
(Union Régionale Marchés
du Grand Sud)*